

Négociations salariales :

Eric WOERTH ne sait pas compter !

Il doit y avoir un seul endroit en France où les nouvelles n'arrivent pas, c'est au ministère des Finances !

En effet, Eric Woerth doit être le seul à ne pas connaître le niveau d'inflation en France.

Il devrait s'abonner à 60 millions de consommateurs !

Dans sa grande bonté, notre ministre « lâche » dans les discussions salariales 0,3% supplémentaires au 1^{er} octobre 2008 après les 0,5% du 1^{er} mars.

Sur l'année 2008, sur un salaire net annuel de 15 600 (soit 1 300 / mois), cela se traduira par une augmentation pour l'année 2008 de 76 soit 6,30 par mois !

Et il voudrait que la CGT lui dise merci, alors que l'inflation est de 2,8 % et que les pertes se cumulent au fil des années! Non, Monsieur le ministre, il n'est pas envisageable que les agents puissent se contenter de cette revalorisation avec ce que sont leurs conditions de vie aujourd'hui.

Au vu des discussions salariales qui se déroulent dans les secteurs publics ou privés, en France et en Europe, l'augmentation pour les fonctionnaires français est, en bonne place, parmi les plus minables !

Il est répondu que les caisses sont vides. Mais qui les a vidées si ce n'est ce gouvernement avec ses allègements et cadeaux fiscaux pour les plus fortunés, soi-disant pour les retenir en France ? Les fraudeurs au Liechtenstein et autres paradis fiscaux sont-ils revenus ?

Ce qui est grave, c'est que ce gouvernement veut réduire durablement le pouvoir d'achat des fonctionnaires en tentant d'inclure dans son mécanisme de calcul les passages d'échelon et d'avancement de grade. Cela revient à une non-reconnaissance de la qualification acquise avec l'expérience professionnelle.

Mais le mécanisme du ministre montre ses propres limites : malgré tous ses calculs, il est obligé de constater que des centaines de milliers de fonctionnaires sont encore plus fortement pénalisés. La catégorie C est particulièrement touchée, ce qui explique l'attribution pour quelques échelons ciblés de 1 à 4 points d'indice. De plus, a été inventée la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA) censée permettre de rattraper les pertes de salaire constatées sur 4 ans.

Ce mécanisme donnera droit à une prime seulement pour certains agents en 2008. Pour la CGT, c'est la reconnaissance implicite du bien fondé de notre analyse sur l'évolution des salaires, mais là-aussi, le compte n'y est pas pour ces collègues car le mode de calcul permet de réduire de façon importante le montant versé par rapport à celui réellement dû.

Aucun syndicat n'a signé le volet salarial. Certains ont signé les différentes autres propositions du ministre. La CGT, elle n'a pas souhaité cautionner la démarche du ministre car elle réduit la valeur du traitement indiciaire qui est la base des salaires et des pensions. En faisant avaliser les mesures compensatoires, le ministre ne peut se prévaloir d'efforts car il ne donne que le minimum qu'un patron doit à ses salariés : par exemple, avec l'octroi de la prime de fin grade pour la catégorie A de la DGI – contentieux de 2006 et 2007 qui n'est pas réglé !

Tout cela est d'autant plus grave que les fonctionnaires autofinancent leurs propres augmentations car Monsieur Woerth a au moins le mérite de la franchise : ce sont les suppressions d'emplois qui paient les augmentations, système qu'il applique avec le même zèle dans le cadre de la fusion DGI-DGCP.

La proposition de monétiser les jours de CET (4 par an dans la limite de la moitié de ceux épargnés au 31/12/2007) va dans le même sens. Des agents utiliseront cette mesure parce qu'ils ont besoin de pouvoir d'achat, ou tout simplement parce que la pression qui est exercée au travail les amène à renoncer à une partie de leurs congés. Tout cela est construit pour augmenter le nombre de jours de travail effectué dans l'année, et donc, la productivité. Cela sera sans nul doute utilisé pour justifier des suppressions d'emplois supplémentaires.

Pour la CGT, même si les quelques primes accordées seront toujours bonnes à prendre parce que les agents ont besoin de rémunérations supplémentaires pour faire face à la hausse des prix, le compte n'y est pas.

Seule l'action forte des personnels pourra faire bouger ce gouvernement. Ces questions de rémunération, de reconnaissance des qualifications sont aussi au coeur de la fusion DGI-DGCP.

Le SNADGI-CGT et le SNT-CGT appellent les agents à :

- ▶ **Se rassembler dans l'unité la plus large ;**
- ▶ **S'inscrire dans toutes les initiatives prises au niveau de la Fonction publique ;**
- ▶ **A être massivement en grève le 27 mars prochain.**